



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL

Téléphone : 05 61 15 37 53

Télécopie : 05 61 15 39 88

Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le

23 NOV. 2015

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet

Direction Départementale des Territoires  
de la Haute-Garonne

SEEF/UPE

Cité administrative – Bât. E

1 rue de la cité administrative

BP 70001

31 074 TOULOUSE Cedex 9

## Bordereau d'envoi

Désignation des pièces :	nombre :	date :
Société FRIGOPOLIS à Toulouse : Mise en conformité vis à vis de la directive IED		
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire	1	
Rapport de l'inspection des installations classées	1	20/11/2015

**Observation :** Transmis pour mise à l'ordre du jour du prochain CODERST, comme suite à votre transmission du 19/05/2015

Pour le DREAL et par délégation,  
L'adjointe au chef de l'Unité territoriale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Christine DACHICOURT-COSSART



## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 20 novembre 2015

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel  
ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL  
N/Réf. : n°2015/1004  
n°S3IC : 068-9361

Téléphone : 05 61 15 37 53  
Télécopie : 05 61 15 39 88  
Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PRÉFET de la Haute-Garonne**

Établissement : Société FRIGOPOLIS à Toulouse ZAC de Gabardie, Impasse Condat

Objet : Établissement (nouvel entrant) relevant du champ d'application de la directive « IED »  
Examen du dossier de mise en conformité

Réf. : - Transmission du préfet du 19/05/2015 de la lettre de la société FRIGOPOLIS du 28/04/2015

- Lettre de l'exploitant du 08/04/2015 adressée à la DREAL

p.j. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

#### **1. CONTEXTE ET OBJET DU RAPPORT**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE. Pour mémoire, la directive « IPPC » avait été transposée notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Ce texte a été abrogé le 7 janvier 2014.

La directive « IED » a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 qui a inséré une section 8 intitulée « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

Le champ d'application de la directive « IED » étant plus large que le champ d'application de la directive « IPPC », les établissements susceptibles d'être concernés ont été sollicités et invités à se positionner sur les rubriques 3000 en choisissant parmi elles la rubrique dite « principale » et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) ou documents BREF associés avant fin 2013.

Par ailleurs, ces établissements ont été informés que, dans le cas où ils rentreraient dans le champ d'application de la directive « IED », ils devraient transmettre au préfet avant le 7 janvier 2014 un dossier de mise en conformité conformément à l'article R.515-82 du code de l'environnement ainsi que le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59.

Le rapport de mise en conformité ainsi que le rapport de base (ou la justification de non soumission au rapport de base) ont pour objectif de vérifier que l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation fixe au

minimum les dispositions énumérées à l'article R.515-60 du code de l'environnement et de permettre, le cas échéant, l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Dans ce dernier cas, l'échéance pour la mise en conformité des installations est fixée au 7 juillet 2015 par l'article R.515-82 II du code de l'environnement.

Le présent rapport propose au préfet les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction des documents reçus.

## **2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société FRIGOPOLIS exploite depuis septembre 2009 sur le site de la ZAC de Gabardie, impasse Marthe Condat à Toulouse des installations de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et dépollution) de réfrigérateurs et de congélateurs usagés classés dans la catégorie des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) de type Gros Electroménagers Froid (GEM F).

L'activité annuelle est de l'ordre de 7500 tonnes d'équipements traités.

## **3. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

Le site de la société FRIGOPOLIS relève du régime de l'autorisation pour l'exploitation de ses installations réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/09/2014.

Le classement selon les rubriques 3000 proposé par l'exploitant, notamment la rubrique principale, ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF correspondants sont les suivants :

Rubrique IED	Installation et activité concernée	Eléments caractéristiques	Conclusions sur les MTD ou document BREF correspondant à la rubrique IED
3510 (*)	Elimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes/jour.	50 tonnes/jour	BREF WT relatif au traitement des déchets
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux d'une capacité totale supérieure à 50 tonnes sur le site.	451 tonnes	

(\*) Rubrique IED principale

## **4. EXAMEN DU DOSSIER DE MISE EN CONFORMITE**

L'exploitant a fourni les éléments du dossier de mise en conformité, notamment l'étude d'impact communiquée au préfet en février 2013 dans le cadre de la déclaration d'antériorité vis-à-vis des rubriques 27xx de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement, complétée par lettre du 08/04/2015 par une comparaison du fonctionnement des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WT » relatif au secteur des déchets.

L'instruction de l'étude d'impact a fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées en date du 20/06/2014 qui a abouti à l'arrêté préfectoral précité en date du 01/09/2014.

L'inspection des installations classées considère donc que les éléments relatifs à la mise en conformité des installations vis-à-vis de la directive IED fournis par l'exploitant sont complets et réguliers.

## **5. EXAMEN DU RAPPORT DE BASE**

L'exploitant a fourni, par lettre du 28/04/2015 visée en référence, un rapport de base établi avec le bureau d'études ICO-Environnement en appliquant le guide méthodologique du ministère de l'Ecologie d'octobre 2014 aujourd'hui en vigueur. Le rapport de base met en évidence les points suivants.

Des analyses de sols ont été réalisées en janvier 2015 pour les paramètres hydrocarbures, métaux lourds et PCB (paramètres choisis par analogie à la surveillance des eaux souterraines prescrite par l'arrêté

préfectoral du 01/09/2014) sur les terres décapées lors du terrassement réalisé pour les travaux d'extension du site en 2014.

Par comparaison avec des valeurs de références pour chaque paramètre (hydrocarbures : valeur d'acceptation en décharge de déchets inertes – PCB : seuil de quantification analytique – métaux : bruit de fond géochimique de la base INRA), l'exploitant conclut pour ces polluants à l'absence d'anomalie dans les sols du site. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas retenu les eaux souterraines comme milieu à investiguer au regard de l'absence d'usage sensible à l'aval hydraulique du site et des aménagements du site visant à imperméabiliser les zones de travail et de stockages.

Les éléments figurant dans le rapport de base fourni par l'exploitant répondent aux exigences essentielles du guide du ministère. Son analyse permet donc de considérer qu'il est complet et régulier.

## **6. CONFORMITE DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION**

Les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 01/09/2014 en vigueur ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article R.512-60 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire de les actualiser par des prescriptions additionnelles :

- fixant une valeur limite d'émission pour les composés organiques volatils (COV) en sortie de l'installation de traitement des GEM F et permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites ;
- fixant des mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets (procédure d'acceptation des déchets entrants sur le site) ;
- relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif.
- garantissant la protection du sol et des eaux souterraines (entretien des dispositifs de protection).

Ces prescriptions visent à la prise en compte des MTD n°7, 8, 41, 42 et 19 du BREF WT.

## **7. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Il ressort des éléments développés précédemment que le dossier de mise en conformité et le rapport de base sont complets et réguliers.

Toutefois, les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 01/09/2014 en vigueur ne permettent pas de respecter toutes les dispositions de l'article R.512-60 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire de les actualiser par des prescriptions relatives au rejet de COV dans l'air, à la protection des sols et des eaux souterraines, aux conditions de remise en état en cas d'arrêt définitif des installations et à l'acceptation des déchets sur le site.

A cet effet, l'inspection des installations classées propose au préfet de prendre par arrêté préfectoral complémentaire pris en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, dont un projet est joint au présent rapport, les prescriptions additionnelles actualisant l'arrêté du 01/09/2014.

L'inspection des installations propose de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et d'y réserver une suite favorable.

l'inspecteur de l'environnement,

Eric LOISEL

Vérifié et validé le 23/11/15  
l'inspecteur de l'environnement

Christine DACHICOURT-COSSART

